



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-barthélemy d'Anjou

Saint-barthélemy d'Anjou, le 04 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHIMIREC SAS**

ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier  
Liré  
49270 Orée d'Anjou

Références : EC-2024-213-INSP-CHIMIREC-Liré-RAP  
Code AIOT : 0006302124

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement CHIMIREC SAS implanté ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier Liré 49270 Orée d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale diligentée par la DGPR sur la recherche de PFAS dans les eaux rejetées vers le milieu extérieur.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC SAS
- ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier Liré 49270 Orée d'Anjou
- Code AIOT : 0006302124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ASTRHUL, rachetée fin 2018 par le Groupe CHIMIREC, est spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets provenant des secteurs de l'entretien et de la réparation automobile et industrielle. En complément du centre de transit de déchets qu'elle exploite à Liré depuis une vingtaine d'années, l'entreprise a construit en 2015 un second site dans l'extension de la Zone Artisanale des Couronnières, également à Liré, dont l'objet initial était d'y transférer à terme l'intégralité de son activité de transit vrac des « huiles usagées ». L'établissement historique est réglementé par un arrêté d'autorisation du 7 juin 1999 (D3-99-n° 885) plusieurs fois modifié, qui fixe les conditions de son exploitation et dispose de l'agrément requis pour la collecte d'huiles usagées, dernièrement renouvelé le 10 mars 2020.

L'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2022 n°279 du 26/09/2022 régit actuellement l'autorisation d'exploiter.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2024 PFAS
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant indique vouloir remplacer les émulseurs présents sur site. En effet, la fiche de données de sécurité indique la présence de chaîne caractéristique des PFAS. Aussi, les 5 x 200 litres d'émulseurs seront envoyés en destruction et remplacer (gestion régionale de Chimirec).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Déchets admis	Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 1.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- décrire le mode opératoire de prélèvement pour les eaux de rejets vers le milieu extérieur dans le cadre de la recherche des PFAS ;
- adapter le traitement des fumées issues du broyage de déchets dangereux afin de respecter les VLE des COVT en concentration et en flux ;
- transmettre les résultats des mesures de rejets atmosphériques de la campagne 2024 sur le broyeur.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a établi la liste des PFAS qu'il souhaite suivre : il s'agit des 20 + 8 PFAS de l'AM du 20/06/2023 (article 3, 2° et 3°).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

<b>Constats :</b>  Les campagnes ont été réalisées les : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1<sup>er</sup> mars</li> <li>• 2 avril</li> <li>• 3 mai 2024</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mandaté Eurofins pour la réalisation des prélèvements et des analyses des PFAS. Cet organisme est accrédité par le COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Exigences pour le prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare avoir mandaté Eurofins pour le prélèvement des eaux de rejets sur 2 points de rejets d'eau vers le milieu extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• séparateur nord</li> <li>• séparateur sud</li> </ul> <p>Les rejets d'eau étant discontinus, un échantillonnage sur 24 heures n'a pas pu être réalisé. Pour autant, l'exploitant n'est pas en mesure de décrire la manière dont l'organisme a réalisé les prélèvements. De plus, les rapports d'analyses Eurofins indiquent tous que les prélèvements ont été réalisés par le client.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de décrire le mode opératoire de prélèvement des eaux rejetées vers le milieu extérieur : prélèvement asservi au temps? prélèvement ponctuel? prélèvement par le laboratoire ou par l'exploitant?</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Précisions des mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les limites de quantification des PFAS sont respectées, sauf pour le point de prélèvement "séparateur nord" de la campagne du 3 mai 2024. Le rapport d'analyse indique pour les AOF : <i>"la limite de quantification a été augmentée en raison du caractère particulier de la matrice (présence de matières en suspension)"</i>.</p> <p>Pour cette analyse, le rapport indique : AOF &lt; 20 µg/l</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré les résultats des recherches de PFAS des 3 campagnes 2024 sous GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Déchets admis**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité maximale de déchets par catégorie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets admis dans les installations sont décrits à l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral de 2022.  <u>Constats de l'inspection du 28/06/2023 :</u> L'exploitant dispose de 2 relevés permettant d'établir un bilan des quantités de déchets entreposés sur site. Un premier bilan quotidien issu d'Unicom n'est pas totalement exploitable pour l'exploitant car il regroupe plusieurs typologies de déchets. Un second est présenté à l'inspection.  L'inspection note que pour certains types de déchets (eaux souillées par exemple), une colonne indique la quantité de déchets maximale autorisée par arrêté préfectoral. Or, certaines quantités maximales sont erronées ou comptabilisent les volumes maximum autorisé sur le site historique additionné des volumes des cuves de stockage du site situé à 200 m.  <u>Demande de l'inspection :</u> L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour sous 3 mois les quantités maximales autorisées par déchet, et de distinguer les volumes du site historique de ceux des cuves de stockage.  <u>Observation :</u> L'exploitant pourrait utilement mettre en place un système d'alerte quand un volume à définir, en amont du volume maximum autorisé de stockage d'un déchet est atteint afin d'y remédier dans les meilleurs délais.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les améliorations apportées au logiciel interne "WaGo" de gestion des déchets. Le logiciel permet désormais de disposer des volumes de déchets pour chaque typologie.

<p>L'exploitant a mis en place un code couleur vis-à-vis des tonnages autorisés par arrêté préfectoral, afin de déclencher les évacuations de déchets.</p> <p>Les stocks d'huiles des cuves du site portant l'arrêté préfectoral de 2014 sont gérés grâce à des sondes de niveau. En effet, l'exploitant subit actuellement une latence dans les retours des BSD lorsque ces derniers ne sont pas corrects, ne permettant pas une gestion en temps réel vis-à-vis de chargement des cuves d'huile. Pour autant, les volumes des stocks d'huile dans les cuves sont suivis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Émissions canalisées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle périodique des émissions canalisées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder semestriellement à un contrôle de ses rejets atmosphériques issus des installations de broyage et rejetés à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p> <p>A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique, décrites par la norme NFX 44.052, sont respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 28/06/2023 :</u></p> <p>L'exploitant déclare qu le système de captation au niveau des installations de broyage a été mis en place en janvier 2023, et a démarré en avril 2023. L'exploitant indique qu'après avoir réalisé des analyses en interne, le choix a été fait de ne pas installer les filtres charbon actif envisagés initialement. L'exploitant envisage une première mesure des rejets atmosphériques durant le second semestre 2023.</p> <p><u>Demande de l'inspection :</u></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à une mesure des rejets atmosphériques en sortie du broyeur, et de transmettre les résultats sous 3 mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une campagne de mesures de rejets atmosphériques le 07/09/2023. Les mesures ont été réalisées lors de broyage de plastiques souillés (conditions les plus défavorables). L'exploitant déclare que le broyeur fonctionne une douzaine d'heures par semaine pour du broyage de plastiques souillés.</p> <p>Les résultats d'analyses de la campagne indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une concentration de 71,51 mg/Nm<sup>3</sup> en COVT ( équivalent C sur gaz sec) pour une VLE à 30 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>• un flux massique de 126 g/m<sup>3</sup> pour une VLE à 2000 g/m<sup>3</sup></li> </ul>



Le rapport d'analyse conclut à la conformité de la mesure.  
Une campagne de mesures a été réalisée le 02/02/2024, dont l'exploitant attend les résultats.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées considère le dépassement de la valeur en COVT en concentration, comme une **non-conformité**. D'autant que l'exploitant indique faire l'impasse sur la mise en place de charbon actif pour le traitement des rejets atmosphériques.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'adapter le traitement des rejets atmosphériques du broyeur afin de ne pas avoir de non-conformité sur les COVT, ni en concentration, ni en flux massique.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats de la campagne de rejets atmosphériques de 2024 dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois